

NATIONS UNIES



CONSEIL DE SÉCURITÉ

DOCUMENTS OFFICIELS

TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE

UN LIBRARY

AUG 1 1979

2042^e

SÉANCE : 28 OCTOBRE 1977 / N/SA COLLECTION

NEW YORK

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2042)	1
Adoption de l'ordre du jour	1
La question de l'Afrique du Sud :	
Lettre, en date du 20 octobre 1977, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Tunisie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/12420)	1

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cotes S/...) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1^{er} janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

2042^e SEANCE

Tenue à New York le vendredi 28 octobre 1977, à 10 h 30.

Président : M. Rikhi JAIPAL (Inde).

Présents : Les représentants des Etats suivants : Allemagne, République fédérale d', Bénin, Canada, Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Jamahiriya arabe libyenne, Maurice, Pakistan, Panama, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques socialistes soviétiques et Venezuela.

Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2042)

1. Adoption de l'ordre du jour.

2. La question de l'Afrique du Sud :

Lettre, en date du 20 octobre 1977, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la Tunisie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/12420).

La séance est ouverte à 11 h 20.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La question de l'Afrique du Sud :

Lettre, en date du 20 octobre 1977, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la Tunisie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/12420)

1. Le *PRESIDENT (interprétation de l'anglais)* : Conformément aux décisions prises par le Conseil à ses séances précédentes, j'invite les représentants de l'Algérie, de l'Arabie Saoudite, du Botswana, de la Guinée, de la Guyane, du Lesotho, du Niger, du Nigéria, de la République-Unie du Cameroun, du Sénégal, du Togo, de la Tunisie et du Viet-Nam à occuper les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. Bedjaoui (Algérie), M. Baroody (Arabie Saoudite), M. Tlou (Botswana), M. Camara (Guinée), M. Jackson (Guyane), M. Molapo (Lesotho), M. Poisson (Niger), M. Garba (Nigéria), M. Oyono (République-Unie du Cameroun), M. Kamara (Sénégal), M. Kodjovi (Togo), M. Mestiri (Tunisie) et M. Dinh Ba Thi (Viet Nam) occupent les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

2. Le *PRESIDENT (interprétation de l'anglais)* : J'ai reçu des lettres des représentants du Ghana, de la Mauritanie, de la Somalie, et du Soudan, dans lesquelles ils demandent à

participer à la discussion de la question à l'ordre du jour. Conformément à la pratique habituelle, je me propose, avec l'assentiment des membres du Conseil, d'inviter ces représentants à participer à la discussion sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire.

3. En raison du nombre limité de places disponibles à la table du Conseil, je prie les représentants du Ghana, de la Mauritanie, de la Somalie et du Soudan d'occuper les sièges qui leur ont été réservés sur les côtés de la salle du Conseil, étant entendu qu'ils seront invités à prendre place à la table du Conseil quand ils souhaiteront prendre la parole.

Sur l'invitation du Président, M. Boaten (Ghana), M. Kane (Mauritanie), M. Hussen (Somalie) et M. Medani (Soudan) occupent les sièges qui leur ont été réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

4. Le *PRESIDENT (interprétation de l'anglais)* : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu une lettre, en date du 26 octobre, du Président du Comité spécial contre l'*apartheid*, M. Leslie O. Harriman, qui se lit ainsi :

"En tant que président du Comité spécial contre l'*apartheid*, j'ai l'honneur de demander à être invité à participer aux discussions du Conseil de sécurité consacrées à la question de l'Afrique du Sud, conformément aux dispositions de l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil."

5. En d'autres occasions déjà, le Conseil a invité des représentants d'organes compétents de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de l'examen de questions inscrites à son ordre du jour. S'il n'y a pas d'objections, je crois pouvoir inviter le Président du Comité spécial contre l'*apartheid* en vertu de l'article 39 du règlement intérieur provisoire.

Sur l'invitation du Président, M. Harriman (Président du Comité spécial contre l'apartheid) occupe le siège qui lui est réservé sur le côté de la salle du Conseil.

6. Le *PRESIDENT (interprétation de l'anglais)* : J'attire l'attention des membres du Conseil sur le document S/12427, qui contient le texte d'une lettre en date du 27 octobre adressée au Secrétaire général par le représentant permanent de la Chine.

7. Le premier orateur est le représentant de la République-Unie du Cameroun. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

8. M. OYONO (République-Unie du Cameroun) : Monsieur le Président, ainsi que d'autres orateurs l'ont souligné avant moi, le débat qui se poursuit actuellement devant le Conseil de sécurité fut inauguré, voilà déjà plus de deux décennies, par votre pays, l'Inde, dont la politique anticolonialiste et anti-apartheid a inspiré nombre de combattants de la liberté. Que ce débat soit placé sous votre présidence constitue assurément pour l'Afrique et pour tous les hommes épris de paix un facteur d'espoir et une promesse de succès pour les délibérations du Conseil.

9. Point n'est besoin de retracer tous les faits, dont la presse mondiale a fait état ces derniers jours et qui justifient largement la démarche du président du Groupe des États africains, le représentant de la Tunisie, en vue d'une reprise urgente de l'examen de ce problème. Qu'il me suffise de rappeler la déclaration émouvante et détaillée que notre frère David Sibeko, directeur aux affaires étrangères du Pan Africanist Congress d'Azanie, a faite le 24 octobre dernier dans cette salle [2036^e séance].

10. Monsieur le Président, je vous remercie particulièrement, vous-même et les autres membres du Conseil, de m'avoir permis de prendre la parole dans ces circonstances afin d'exprimer à nouveau la grave préoccupation qui est celle de la République-Unie du Cameroun face à la détérioration dramatique de la situation en Afrique australe, et particulièrement en Azanie.

11. Installé par la force des armes depuis des siècles à Pretoria, un groupe d'aventuriers blancs a conçu, dans le dessein d'établir et de maintenir sa domination, un système de gouvernement et une philosophie politique qui préconisent la négation de toute dignité humaine aux dizaines de millions d'hommes qu'il a assujettis.

12. Faut-il rappeler que 17 longues années ont passé depuis les massacres de Sharpeville, qui ont amené le monde à découvrir, dans toute leur horreur, les effets néfastes de cette politique atroce qui n'a rien à envier au nazisme hitlérien, 17 ans que le Conseil de sécurité se penche sur cette question sans pouvoir astreindre les dirigeants racistes de Pretoria à abandonner leur avilissante politique d'apartheid.

13. Il serait évidemment injuste de méconnaître le mérite des mesures et de la campagne anti-apartheid entreprise par la communauté internationale tant au niveau des États que des organismes spécialisés et de l'Assemblée générale. Nous n'en citerons pour preuve que les deux dernières conférences organisées à Maputo et à Lagos dans le but de sensibiliser au mieux l'opinion internationale sur les méfaits de ce régime de terreur et qui ont abouti à l'adoption d'un plan d'action qui ne manquera pas de se révéler efficace s'il est appliqué avec détermination.

14. Mais la vague de mesures répressives qui vient de s'abattre sur la population sud-africaine démontre à l'évidence que le temps des condamnations et des vœux pieux est passé et que le Conseil doit enfin, s'il veut réellement jouer le rôle que lui assigne la Charte, envisager des actions plus décisives.

15. Il n'est plus de forme de violence et d'exaction à laquelle ne se soit livré le régime minoritaire et raciste de

Pretoria, non seulement pour briser toute velléité d'opposition mais également et simplement pour obéir aux aspirations profondes de sa nature qui est intrinsèquement perverse. C'est ainsi qu'aux arrestations et détentions illégales des leaders nationalistes et à leur extermination dans les geôles sud-africaines se mêlent les assassinats de femmes enceintes et d'enfants de moins de 4 ans.

16. C'est pourquoi ce qui n'était hier que murmures et plaintes de la part d'un peuple qu'on croyait brisé par des siècles de répression s'est transformé en grondements de révolte désespérée. Le nom de Soweto résonne désormais comme le cri de colère d'un peuple décidé à reconquérir sa dignité et sa liberté, à affronter, même à mains nues, une armée de bourreaux abondamment équipée d'armes les plus sophistiquées.

17. Faut-il être prophète pour prédire qu'une telle situation ne peut qu'aboutir à un bain de sang ? Peut-on imaginer qu'une telle explosion de violence se poursuive sans que la paix et la sécurité soient compromises dans cette partie du monde ? C'est pourquoi, dans sa résolution 31/6 D du 9 novembre 1976, l'Assemblée générale priait le Conseil de sécurité d'adopter des mesures urgentes, conformément au Chapitre VII de la Charte, et de demander l'application de sanctions militaires et économiques à l'Afrique du Sud.

18. On ne peut s'empêcher de déplorer profondément l'incapacité du Conseil à cautionner unanimement une résolution pouvant permettre la mise en oeuvre de mesures énergiques. Le vote négatif de trois membres permanents ne saura jamais être interprété que comme un encouragement à l'attitude d'arrogance et de non-coopération systématique de Pretoria.

19. Il est évident que le mépris que Vorster affiche à l'égard des condamnations unanimes de la communauté internationale ne trouve son explication que dans son assurance de pouvoir, en tout temps, jouir d'une totale impunité. Ne se considère-t-il pas comme étant, dans le sud de notre continent, l'indispensable rempart contre les ennemis présumés du monde occidental et pouvant à ce titre, et en tant que puissance de ce même monde occidental, bénéficier de sa solidarité, ou disons mieux, de sa complicité quoi qu'il arrive ?

20. La survie du régime de Pretoria et la persistance cynique du raciste Vorster dans l'ignoble politique d'apartheid sont entièrement fonction des liens étroits que certains États Membres de l'Organisation entretiennent avec lui sur les plans politique, économique, militaire et autres.

21. Si l'Afrique du Sud se targue d'être une puissance militaire, c'est d'abord parce qu'elle est considérée comme telle par ceux-là même qui, au mépris des appels réitérés de l'Assemblée générale, l'ont massivement équipée en armements les plus sophistiqués jusqu'à la hisser au rang de puissance nucléaire.

22. La manière dont les dernières exactions de Vorster ont été accueillies dans le monde semble confirmer un changement d'attitude de la part des pays qui avaient jusqu'ici laissé croire qu'un dialogue était possible avec Pretoria.

23. Parlant le 13 octobre devant l'Assemblée générale, Son Excellence M. Jean Keutcha, mon ministre des affaires étrangères, déclarait :

"Nous avons suivi avec intérêt les efforts déployés par ... cinq puissances, encore que tout dialogue nous paraisse désormais illusoire avec des hommes viscéralement racistes¹"

Quinze jours plus tard à peine, les événements lui donnaient raison.

24. Il semble dès lors que le Conseil n'ait d'autre ressource que d'adopter les projets de résolution que lui proposent les membres africains et qui comportent réellement un minimum de mesures susceptibles de faire comprendre à Vorster qu'il existe désormais chez tous ceux qui ont la charge de sauvegarder la paix et la sécurité internationales une volonté effective d'empêcher l'explosion d'une crise dont la violence se mesurera à l'ampleur d'une amertume accumulée depuis des siècles. Ces projets de résolution répondent du reste aux vœux de la communauté internationale, concrétisés par la résolution 31/6 D que j'ai évoquée il y a un instant.

25. Ma délégation est convaincue que le Conseil se doit de prendre une décision allant au-delà d'un simple embargo sur les armes — qui ne serait qu'un coup d'épée dans l'eau — puisque l'Afrique du Sud fabrique maintenant sous licence tous les types d'armements, avions, hélicoptères militaires, véhicules blindés, pièces détachées, armes légères, équipement logistique, et j'en passe, dont elle a besoin. Cette décision doit intégrer des sanctions économiques sévères à l'encontre du régime de Pretoria. Toute recommandation, toute menace, toute condamnation platonique constituera bien au contraire un objet de dérision et un facteur d'encouragement pour les tenants de l'*apartheid*.

26. Ma délégation est également consciente qu'un embargo économique scrupuleusement appliqué par tous les Etats Membres représentera pour certains d'entre eux de réels sacrifices. Mais elle tient à leur rappeler que les risques qui découlent pour eux de l'explosion d'une crise violente que leurs atermoiements auront empêché d'endiguer sont encore plus probables et plus importants. Enfin, nous sommes convaincus que la préservation de la paix, la défense de la liberté et la lutte pour la sauvegarde de la dignité humaine — tous objectifs inscrits en lettres d'or dans la Charte — doivent l'emporter sur toute considération mercantile. C'est pour cela que des millions d'hommes ont donné leur vie il y a une trentaine d'années. Cette noble cause a présidé à la naissance de cette organisation.

27. Le *PRESIDENT (interprétation de l'anglais)* : L'orateur suivant est le représentant du Niger. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et je lui donne la parole.

28. M. POISSON (Niger) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous féliciter pour la tâche combien lourde que vous menez à bien depuis bientôt un mois à la tête du Conseil de sécurité. Votre pays est un symbole

vivant de la démocratie et du respect de la vie. A ce titre, vous êtes en train de donner, avec la longue tradition de sagesse qui vous est reconnue unanimement, un exemple vivant de démocratie que tous nous admirons. Je voudrais aussi, si vous le permettez, remercier les membres du Conseil pour l'attention qu'ils ont accepté de prêter à la brève intervention que je vais faire au nom de ma délégation.

29. Après les événements de Soweto, réprimés dans un bain de sang, et la mort de Steve Biko, préparée de main de maître, Vorster et sa clique viennent de lancer un nouveau défi à la communauté internationale. En effet, ces dernières semaines, l'Afrique du Sud a été le théâtre d'événements graves que réprouvent non seulement une partie de l'opinion sud-africaine mais ceux qui, par la force des choses, s'étaient accoutumés à ne voir dans ce pays qu'une manifestation temporaire d'un phénomène appelé à disparaître. Les tenants de l'*apartheid*, emportés par le vent de l'histoire qui rend fous ceux qu'il veut perdre, font aujourd'hui flèche de tout bois pour étouffer à nouveau les quelques mouvements libéraux qui étaient tolérés et qui n'acceptaient pas la barbarie, le fascisme, en un mot l'*apartheid* érigé en système institutionnel. L'interdiction de 18 organisations anti-*apartheid*, du quotidien africain *The World*, l'arrestation et la détention sans procès de 49 dirigeants noirs, les mesures de restriction allant jusqu'à la mise en résidence surveillée à l'encontre de personnalités blanches, dont un rédacteur en chef et un homme d'église, constituent la preuve la plus formelle que rien ne pourra plus arrêter les hommes de Pretoria.

30. L'inquiétude que de telles manifestations soulèvent un peu partout ne vient-elle pas assez tardivement ? On a vu le système naître; on l'a vu grandir; on lui a donné tous les éléments nutritifs de son développement pour hâter sa maturité et sa puissance; aujourd'hui on s'émeut. Cela rappelle étrangement l'histoire du nazisme. Peut-être, dans un prochain mouvement, reverrons-nous enfin le monde, toutes illusions perdues, s'armer et lutter comme il a fallu le faire il y a 40 ans. Mais comment faire perdre au monde ses illusions et économiser ainsi non seulement un temps précieux, mais de nombreuses vies humaines sacrifiées et les humiliations infligées à toute une race ? Comment briser la chaîne de la haine et de la mort érigée en système institutionnel ? L'Afrique et le monde ne peuvent plus attendre d'autres échéances. La preuve est fournie que le racisme, quand il est viscéral, est sans foi ni loi. Il ne sait se limiter à aucune convenance et, secrétant son propre fiel, se nourrissant de sa course folle vers la destruction, il ne pourra s'arrêter que le jour où le monde entier, prenant enfin conscience des desseins véritables du monstre, décidera de lui trancher la tête.

31. Les mesures dont Vorster assume fièrement la responsabilité ne sont pas les premières que nous connaissons. Elles procèdent d'une politique sournoise qui s'habille tantôt des principes de l'anticommunisme tantôt de quelque coloration hypocrite de démocratie et qui ne trompe que ceux qui veulent bien l'accepter. Car enfin, comment peut-on croire l'équipe de Pretoria capable un instant de sentiments démocratiques ! La social-démocratie aussi avait cette coloration et ne manquait pas à l'époque, en Allemagne, de crier haut son admiration pour tout ce qui

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-deuxième session, Séances plénières, 33^e séance, par. 230.

avait un sens de justice et de paix. Personne ne s'était préoccupé alors de savoir quel sens avait cette justice, quel sens avait la paix vue par Hitler. C'est peut-être la tactique qui a permis au nazisme de mûrir au soleil de la lâcheté. Un grand nombre de responsables avaient comme par inadvertance admis la bonne foi des dirigeants du nazisme. De rencontre en rencontre, de reculade en reculade, il a fallu tout consommer à Munich. Aujourd'hui, l'histoire semble se répéter à quelques variantes près.

32. N'est-on pas en droit de s'étonner que ces mêmes nations, hier victimes du nazisme, fassent aujourd'hui preuve d'une complaisance coupable à l'égard d'un régime analogue ? C'est à croire que la liberté, en changeant de contexte, a aussi changé de sens. C'est à croire que l'oppression et le terrorisme étatique sont haïs et combattus en fonction de la victime et non de leur caractère inhumain et antidémocratique. De qui se moque-t-on ? Peut-on combattre l'*apartheid* en forgeant et en consolidant son économie, en armant ses défenseurs ? L'Afrique a écouté avec patience les déclarations de bonnes intentions, que contredisent hélas tous les jours les faits et gestes de leurs auteurs.

33. Le drame que vit aujourd'hui le peuple noir d'Azanie n'aurait atteint son paroxysme si les puissances, grandes et moyennes, avaient fait montre, comme il se doit, de fermeté à l'égard de la minorité raciste. La communauté internationale a pourtant multiplié les appels dans ce sens depuis 1946, année où pour la première fois la politique raciale de l'Afrique du Sud a été examinée par l'Organisation des Nations Unies. Une résolution adoptée par l'Assemblée générale le 6 novembre 1962 ne demandait-elle pas déjà aux Etats Membres de rompre les relations diplomatiques avec le Gouvernement sud-africain, de fermer leurs ports à tous les navires battant pavillon sud-africain, d'adopter des lois interdisant à leurs navires d'entrer dans les ports sud-africains, de boycotter tous les produits sud-africains, de s'abstenir d'exporter des produits, y compris des armes et munitions, vers l'Afrique du Sud et de refuser le droit d'atterrissage et les facilités de passage à tous les aéronefs appartenant au Gouvernement sud-africain ou à des sociétés enregistrées conformément aux lois sud-africaines [résolution 1761 (XVII)] ?

34. Quinze ans après, nous sommes obligés de constater que cette résolution est tombée dans l'oubli ou a été délibérément ignorée par ceux-là même dont on attend que l'action influence de manière décisive la situation en Afrique du Sud. Ils ont, depuis, si bien resserré leurs liens de coopération économique et militaire avec les bourreaux du peuple d'Azanie que le bastion raciste est aujourd'hui en passe de devenir une puissance nucléaire. Ils agissent comme si le terrorisme de Vorster était moins nuisible à la sécurité des nations que la piraterie aérienne qui émeut présentement les capitales et chancelleries occidentales. Il est vrai que les pirates de l'air s'attaquent à la société des gens civilisés tandis que Vorster écrase des populations inconnues et sans défense !

35. Tout le monde ici se garde d'optimisme. Les dernières initiatives prises pour jeter les semences de la raison iront-elles jusqu'au bout ? Il suffit d'invoquer demain quelques passages de navires pour rallumer l'incendie de

l'anticommunisme et remettre ainsi en cause la défense de ces populations qui demandent depuis plus de 20 ans à votre auguste conseil que justice leur soit rendue.

36. Walvis Bay comme sentinelle de l'Occident ! Le sujet n'est pas épuisé. Il reviendra sûrement pour obstruer le chemin et compromettre d'autres tentatives de réalisation de la paix dans cette partie de l'Afrique. L'équipe de Vorster est rompue à ce jeu et, malheureusement, demain encore, elle rencontrera, au nom de quelques intérêts sordides, la compréhension nécessaire auprès de nombreux pays. Et le cycle se poursuivra ainsi indéfiniment.

37. Optimiste impénitent, le Niger voudrait sincèrement l'être. Quand le Gouvernement américain exprime son émotion devant les récents événements, on peut se sentir enfin soulagé. Les bottes qui écrasent dans une jouissance sadique la majorité noire d'Azanie commencent à troubler certains sommeils et certaines consciences. Incontestablement, il y a un progrès que nous nous empressons de saluer en exprimant le voeu qu'il s'amplifie vite pour que sonne le glas du régime fasciste d'Afrique australe, pour qu'enfin le peuple fier d'Azanie retrouve sa patrie, sa dignité d'homme.

38. Le combat que mènent nos frères d'Azanie ne peut déboucher que sur la libération complète du dernier bastion de la colonisation. D'autres initiatives, semble-t-il, africaines même dit-on, laissent penser que le moment est venu d'entreprendre de secouer la seule statue au monde sous l'ombre de laquelle se complait et se développe l'*apartheid*. Ainsi, certaines nations historiquement responsables du passé et devenues subitement impuissantes devant les contradictions du moment se replient-elles, presque dans le déshonneur, pour laisser l'Afrique à son destin, jouant les mouches du coche, encourageant s'il le faut l'emploi de quelque bonne chair à canon comme du temps des guerres coloniales. Chaque vie africaine qui disparaît pour la bonne cause est un progrès pour l'Afrique. Chaque vie africaine qui disparaît pour les besoins d'un plan de chute en douceur d'un passé fait d'humiliation et d'exploitation est une insulte pour nos générations futures, notamment celles d'Azanie.

39. Le combat, tel que nous le concevons, doit se traduire par le respect et l'application intégrale des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, en particulier par ceux de ses Membres qui entretiennent encore des relations avec le régime de l'*apartheid*, par l'application stricte d'un embargo sérieux et efficace — pas seulement sur les armes, étant donné que les usines et les arsenaux de guerre sont en place et demandent peu à l'importation, mais sur l'ensemble de ce qui contribue à nourrir et engraisser la machine raciste de la domination —, par l'adoption de nouvelles mesures dont l'éventail énorme s'impose à tous face au développement récent de la situation à Pretoria.

40. Il est tout de même curieux que, à travers tous les éléments d'appréciation de ce qu'on appelle communément les droits de l'homme, l'étouffement de la liberté de presse et d'association soit en Afrique du Sud la seule mesure capable de déclencher dans le monde une émotion salvatrice.

41. Ma délégation, pour sa part, réaffirme sa détermination de combattre le régime abject d'*apartheid* et s'associe à

toute action entreprise à cet effet. Fidèles à nous-mêmes, nous apportons notre soutien total aux quatre projets de résolution [S/12309/Rev.1, S/12310/Rev.1, S/12311/Rev.1 et S/12312/Rev.1] présentés par les délégations du Bénin, de la Jamarihiya arabe libyenne et de Maurice. Nous invitons, au nom de l'équité, tous les autres membres du Conseil à en faire autant; ce ne sera que justice face aux bourreaux de l'Azanie.

42. Le **PRESIDENT** (*interprétation de l'anglais*): L'orateur suivant est le Président du Comité spécial contre l'apartheid. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

43. M. HARRIMAN (Président du Comité spécial contre l'apartheid) (*interprétation de l'anglais*): Monsieur le Président, tout en vous remerciant, et par votre intermédiaire les autres membres du Conseil, de m'avoir invité à participer à la discussion de cette question, je dois dire que la situation sérieuse en Afrique du Sud ne se prête guère à de plaisants échanges. Cependant, je tiens à relever tout d'abord deux points importants et marquants.

44. Tout d'abord, il s'agit du fait que le Conseil de sécurité examine la situation en Afrique du Sud sous la présidence de l'Inde, qui, nous nous en souvenons, fut la première à soulever le problème de la discrimination raciale en Afrique du Sud à l'Organisation des Nations Unies en 1946. Je saisis cette occasion pour rendre hommage à ce grand défenseur de la paix et de la dignité humaine qu'était le mahatma Ghandi, qui a entamé la lutte au niveau de la communauté internationale. Son expérience des humiliations et brutalités l'avait conduit à lancer une nouvelle ère de pensées et d'actions qui ont transformé l'Inde et qui se sont répandues dans le monde, en particulier dans les empires de la Grande-Bretagne et de la France. Même aujourd'hui, son enseignement et ses paroles enflamment encore le cœur de beaucoup. Ghandi reste une source constante d'inspiration pour la résistance non violente et passive partout dans le monde. Nous sommes conscients de la contribution importante de son enseignement pour l'organisation de protestations non violentes dans l'histoire récente des Etats-Unis, où chaque homme, qu'il soit noir ou blanc, est égal et libre devant la loi et où sa dignité et sa liberté sont garanties et consacrées par la Constitution.

45. A la suite des premières résistances à l'apartheid, les dirigeants du peuple opprimé d'Afrique du Sud ont embrassé les pensées du mahatma Ghandi mais devaient bientôt apprendre que l'apartheid engendre la violence. Ils ont appris que les protestations pacifiques ne débouchaient sur rien d'autre que l'escalade des réactions brutales et violentes de la part des racistes. Ils ont appris au cours des années que la résistance passive entraîne la détention, la torture et les assassinats commis de sang-froid dans les prisons des racistes, ainsi que les meurtres massifs d'enfants et de femmes dans les rues de leur mère patrie. Les événements récents d'Afrique du Sud ont démontré que l'option de la résistance pacifique était close.

46. Le deuxième aspect important est que le Conseil de sécurité a repris ses discussions sur la question de l'Afrique du Sud le 24 octobre, Journée des Nations Unies. Le résultat de ce débat sera la pierre de touche de tous les

Etats Membres, surtout de ceux qui, par leur statut privilégié, assument des responsabilités spéciales au titre de la Charte. Le résultat de ce débat montrera au monde entier, surtout aux masses qui souffrent en Afrique du Sud, comment notre foi dans les objectifs et les buts consacrés par la Charte se traduisent en actes utiles. Le résultat de ce débat montrera jusqu'où les Membres sont prêts à aller pour, comme le dit le Préambule de la Charte, "préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances".

47. La question de savoir si une conflagration raciale éclatera ou non en Afrique australe est largement tributaire des mesures que prendra le Conseil. A cet égard, ma déclaration et le message qu'elle contient s'adressent surtout à certains membres permanents du Conseil.

48. Pendant trop longtemps, le Conseil s'est contenté de mesures insuffisantes pour la solution du problème de l'Afrique du Sud. Ce n'est pas que nous ignorions les questions en jeu ou que nous ne soyons pas conscients des mesures à prendre, et ce n'est pas non plus que nous ne soyons pas au fait des efforts pacifiques déployés par les opprimés d'Afrique du Sud ou des brutalités constantes auxquelles se livrent des racistes.

49. Il y a 25 ans, en 1952, les Etats africains et asiatiques saisirent l'Assemblée générale de toute la question de l'apartheid et lancèrent un avertissement à l'effet que cette question pourrait poser une menace pour la paix et la sécurité internationales.

50. En août 1946, les racistes brutalisèrent et tuèrent des travailleurs des mines d'or d'Afrique du Sud parce que ceux-ci, fidèles aux enseignements de Ghandi avaient protesté d'une façon pacifique contre les conditions épouvantables dans lesquelles ils vivaient et contre la menace de maladies pulmonaires souvent mortelles auxquelles ils étaient exposés.

51. En 1960, il y eut Sharpeville. Les protestations pacifiques contre les lois sur les laissez-passer rencontrèrent une opposition si puissante que 67 personnes perdirent la vie et des centaines furent blessées. Une fois de plus, le Conseil de sécurité examina la situation et reconnut que le maintien de cette situation poserait un grave danger pour la paix et la sécurité internationales.

52. Il y a 15 ans, le 6 novembre 1962, l'Assemblée générale, dans sa résolution 1761 (XVII), parrainée entre autres par le Nigéria, demanda que l'on applique des sanctions contre l'Afrique du Sud et pria le Conseil de sécurité d'adopter des mesures. L'année suivante, le Conseil lui-même reconnut à l'unanimité que la situation en Afrique du Sud "troublait gravement" la paix et la sécurité internationales. Il ne fait aucun doute que c'est aux diplomates britanniques que nous devons cette expression.

53. Au cours des nombreuses années qui se sont écoulées depuis lors, les racistes ont maintenu le statu quo et nous avons continué à utiliser l'euphémisme "troublant gravement". Ils ont intensifié leurs brutalités et renforcé leur règne de terreur. Ils ont commis de nouveaux crimes contre

des millions de Noirs et contre leurs dirigeants en Afrique du Sud. Beaucoup d'autres personnes ont été assassinées dans les prisons. Nous avons eu Soweto. Les terroristes de Pretoria ont lancé des attaques armées au-delà des frontières du pays. Alors que l'Organisation des Nations Unies adoptait d'innombrables résolutions qui n'ont eu que très peu d'effet, les affaires se sont poursuivies normalement en Afrique du Sud. Les échanges commerciaux et les investissements avec l'Afrique du Sud et en Afrique du Sud s'épanouissent. Les amis des racistes continuent de récolter d'énormes bénéfices en raison de la situation de néo-esclavage qui règne dans ce pays. Avec l'aide de leurs amis, les racistes sont sur le point d'obtenir des armes nucléaires. Tout cela a beaucoup contribué à compromettre la crédibilité et l'autorité de l'Organisation, laquelle ne semble pas vouloir répondre aux problèmes urgents de l'Afrique du Sud.

54. L'Organisation des Nations Unies a le devoir et l'obligation inéluctables d'éliminer l'*apartheid* en Afrique du Sud car ce système constitue une grave menace pour la paix internationale et une véritable coopération internationale. Tous les Etats Membres qui sont fidèles aux principes des Nations Unies doivent s'associer à toutes les mesures nécessaires, conformément à toutes les dispositions pertinentes de la Charte, pour éliminer l'*apartheid*.

55. Au mois de mars dernier [1988^e séance], j'ai eu l'occasion en cette salle d'exposer la préoccupation, l'engagement et les vues du Comité spécial quant à la situation en Afrique du Sud. A ce moment-là, certaines délégations ont demandé un peu de temps et l'appui du Groupe africain pour adopter des mesures en vue d'une solution pacifique du problème de l'Afrique du Sud. Elles estimaient que les racistes de Pretoria sauraient entendre leurs paroles de sagesse.

56. Je ne m'étendrai pas aujourd'hui sur l'évolution de la situation depuis lors, notamment sur la nouvelle vague de répression déclenchée par le régime d'*apartheid* la semaine dernière, lorsque 18 organisations et trois journaux ont été interdits et de nombreuses personnes arrêtées. Les faits sont bien connus. Les développements de ces quatre derniers jours ne sont que la manifestation de la peur et de la panique qu'éprouvent un dictateur paranoïaque et sa bande de terroristes. La presse occidentale elle-même a relevé que le régime de Vorster essayait de supprimer, et de pousser par là même dans la clandestinité tous les vestiges d'activité politique et tous les moyens qu'utilise le peuple noir pour s'exprimer. La population noire opprimée, qui constitue les quatre cinquièmes de la population de ce pays, n'a d'autre choix que de se concentrer sur des activités clandestines et sur la lutte armée.

57. Le régime d'*apartheid* est devenu complètement insensé et à l'intention, le 30 novembre, d'organiser des élections "pour Blancs seulement" afin d'obtenir un mandat pour défier le monde et accroître sa répression. Il a l'intention d'établir un second bantoustan le 6 décembre sur les frontières de la République du Botswana. Il renforce ses forces armées de façon frénétique et a doublé la période de service militaire, laquelle est passée de 12 à 24 mois. Il a consacré 2 milliards de dollars dans son budget pour 1976/77 aux forces armées seulement. Et cette mobilisa-

tion, nous dit-on, n'est pas censée constituer une menace à la paix et à la sécurité internationales, pas plus que les violations commises contre les Etats africains voisins.

58. Etant donné que tant de patriotes sont morts en prison au cours de l'année écoulée, sans parler de l'assassinat brutal de Steve Biko, nous avons toutes raisons de craindre pour la vie et la sécurité des personnes emprisonnées par le régime d'*apartheid*.

59. Après toutes les menaces et tous les actes d'agression du régime d'*apartheid* contre des Etats africains indépendants, il y a certainement un très grave danger d'une menace encore plus étendue contre la paix en Afrique australe.

60. Le Conseil de sécurité doit agir maintenant avec détermination, et ce sans ambiguïté et sans euphémisme. Chaque jour qui passe sans que l'on adopte des mesures concrètes apporte son cortège d'assassinats et fait peser un plus grand danger sur la paix.

61. Il ne fait plus de doute que les territoires de Pretoria — et je choisis mes mots avec soin — qui détiennent 20 millions de personnes opprimées en tant qu'otages dans ce pays — et je choisis encore mes mots très soigneusement — sont prêts à la guerre. Je suis d'ailleurs heureux que d'autres comités spéciaux de l'Organisation des Nations Unies soient saisis de questions relatives au terrorisme et à la prise d'otages.

62. Faire preuve d'idéalisme devant une question contre nature et irrationnelle comme celle de l'Afrique du Sud ne nous conduira pas très loin. Nous avons pris note des protestations et des condamnations récentes de la part des puissances occidentales, mais presque rien n'a été fait jusqu'à présent. Il y a eu abondance de protestations, de paroles et de déclarations qui ne constituent qu'une croûte superficielle autour d'un très faible noyau, sans que l'on s'attaque pour autant au problème.

63. Depuis son arrivée au pouvoir en 1948, le régime d'*apartheid* a été choyé par les puissances occidentales et a été comblé par des fournitures d'armes, des investissements et des prêts généreux. L'enfant gâté de l'Ouest a maintenant osé lancer un défi à ses protecteurs, en particulier aux Etats-Unis. Les porte-parole du racisme sont même allés jusqu'à dire que les récentes déclarations faites à différents niveaux de l'administration américaine n'étaient pas pertinentes.

64. L'action qui s'impose à la communauté internationale est, à mes yeux et aux yeux du Comité que je représente, très claire : ce qu'il faut, et cela a été répété ici à maintes et maintes reprises, c'est la volonté d'agir.

65. Il y a deux mois, le Nigéria a eu l'honneur et le privilège de recevoir la Conférence mondiale pour l'action contre l'*apartheid*, avec la participation de gouvernements, d'organisations et de dirigeants du monde entier. Tous les participants ont promis de déployer des efforts individuels et collectifs en vue de l'élimination de l'*apartheid*. La Conférence a adopté par consensus la Déclaration de Lagos

pour l'action contre l'*apartheid*², qui a établi les directives ci-après : un embargo obligatoire et complet sur les armes à destination de l'Afrique du Sud aux termes du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies; la cessation de toute assistance et de toute coopération permettant à l'Afrique du Sud d'obtenir une capacité nucléaire; des mesures économiques et autres, telles que la cessation de prêts et d'investissements en Afrique du Sud; le démantèlement des investissements existants; une assistance plus grande aux peuples opprimés d'Afrique du Sud et à leurs mouvements de libération nationale.

66. Le Comité spécial contre l'*apartheid* juge nécessaire de souligner que rien moins que la mise en oeuvre pleine et entière de la Déclaration de Lagos et rien moins que les mesures d'application obligatoire conformes au Chapitre VII de la Charte ne peut répondre aux exigences de la grave situation qui prévaut actuellement en Afrique du Sud. Nous espérons que tous les membres du Conseil se montreront à la hauteur de la tâche et relèveront le défi jeté par le régime de Vorster.

67. Nous nous souvenons avec gratitude de l'appui constant apporté par les pays socialistes et non alignés, par l'Union soviétique et la Chine, aux luttes de libération en Afrique. Nous demandons aux pays occidentaux de se montrer à la hauteur de leurs déclarations afin que puisse être entreprise l'action universelle et décisive qui est indispensable si nous entendons éviter un holocauste, éliminer l'oppression raciste en Afrique du Sud et libérer l'Afrique une fois pour toutes.

68. Les puissances occidentales membres du Conseil, en particulier les membres permanents, doivent montrer en termes non ambigus que Vorster, dans son attitude paranoïaque, ne défend point la civilisation occidentale non plus que les principes sacrés de la chrétienté, comme il le prétend. Il convient de dire à Vorster, dans les termes les plus clairs et les plus précis du langage de l'action internationale, que son allusion à la menace du communisme, à la protection de la route du Cap et à ce qu'il appelle la garde du capitalisme occidental ne sont que des produits de sa folle imagination.

69. Le Comité spécial contre l'*apartheid* estime que la voie étroite vers la solution pacifique de l'*apartheid* a été fermée depuis longtemps. Aux Etats Membres qui sont encore en arrière nous ne présentons des mesures aux termes des dispositions du Chapitre VII de la Charte. Nous croyons que la Déclaration de Lagos, comme je l'ai dit précédemment, contient toutes les possibilités d'une action significative contre l'*apartheid*.

70. La lutte du peuple opprimé de l'Afrique du Sud est une lutte justifiée. C'est une lutte non seulement pour son droit inaliénable à l'autodétermination, à la liberté et à l'égalité, mais c'est aussi une lutte pour l'humanité, une lutte pour débarrasser le genre humain de l'esclavage en ce XX^e siècle. Le Comité spécial contre l'*apartheid* est fermement derrière ce peuple, quels que soient les moyens qu'il utilise, jusqu'à ce que la victoire soit remportée.

71. Nous proposons qu'à titre de première mesure le Conseil de sécurité condamne le régime sud-africain et lui lance un sérieux avertissement, fasse sienne la Déclaration de Lagos pour l'action contre l'*apartheid*, invoque le Chapitre VII de la Charte, impose un embargo obligatoire sur toutes les fournitures d'équipement militaire, les pièces de rechange et les brevets pour la fabrication d'un tel équipement en Afrique du Sud, mette fin à tous transferts de matériaux fissiles ou de techniques nucléaires vers l'Afrique du Sud, interdise tous prêts et investissements en Afrique du Sud et établisse un comité de surveillance pour contrôler la mise en oeuvre de ces mesures.

72. A cet égard, nous voudrions en outre souligner qu'un embargo sur les armes ne serait pas efficace à l'heure actuelle s'il ne s'appliquait aux contrats existants pour la fourniture d'équipement militaire à l'Afrique du Sud et la fabrication d'un tel équipement dans le pays.

73. Nous savons que certains pays ont récemment signé des contrats pour la fourniture de grandes quantités d'avions militaires, de sous-marins et de corvettes et ont offert des licences pour la fabrication et l'assemblage de tels engins. Le fait d'imposer un embargo limité à de futurs contrats reviendrait à fermer la porte une fois que le cheval se serait échappé. Ce serait nous tromper nous-mêmes et tromper également l'opinion publique.

74. En outre, dans le même contexte, je tiens à souligner que l'Institut international de Stockholm d'étude de la paix dispose d'un catalogue des licences délivrées récemment par une puissance occidentale qui, aujourd'hui, prétend qu'elle veut s'associer à l'embargo sur les armes et dont j'espère qu'elle sera en effet amenée à accepter un embargo obligatoire.

75. Par ailleurs, je voudrais souligner que les sanctions économiques et l'embargo sur les armes sont étroitement liés, comme nous l'avons fait remarquer souvent, aux prêts et investissements étrangers qui ont permis à l'Afrique du Sud d'accroître ses dépenses militaires. Ceux qui ont affirmé que des investissements plus importants en Afrique du Sud conduiraient à un contrôle plus étendu et plus efficace et à un démantèlement de l'*apartheid* devraient maintenant comprendre ce que nous avons dit depuis des années, à savoir que plus les investissements ont été importants en Afrique du Sud, plus les dépenses militaires de ce pays se sont accrues et plus sévères sont devenues les mesures de répression, en même temps que s'est développé le mécanisme permettant d'appliquer de semblables mesures.

76. J'aimerais revenir sur les propositions faites dans les pays occidentaux à propos des codes de comportement pour les compagnies commerciales en vue d'améliorer les conditions de travail des Africains. Si nous nous félicitons de toute amélioration de la condition du travailleur africain, nous ne pouvons accepter quelque proposition que ce soit qui trouve une excuse dans l'investissement dans la société de l'*apartheid* et la mise en esclavage de la majorité. Bon nombre de ces compagnies, par exemple, fabriquent du matériel pour l'appareil de répression de l'Afrique du Sud, et nous ne pouvons accepter qu'elles puissent poursuivre leurs opérations pour la simple raison qu'elles permettent

² Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.77.XIV.2, sect. X.

d'augmenter sur un plan marginal les salaires des travailleurs africains ou leur donnent la possibilité de fréquenter les mêmes restaurants que les Blancs.

77. En tant que président du Comité spécial contre l'*apartheid*, je ne pouvais que parler avec émotion, comme je l'ai fait. Je vous remercie, et j'espère que ma déclaration ne s'est pas écartée du code de conduite qui est de règle au sein de ce conseil.

78. Le **PRESIDENT** (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Président du Comité spécial contre l'*apartheid* des aimables paroles qu'il m'a adressées et qu'il a eues également pour mon pays et pour le mahatma Gandhi.

79. L'orateur suivant est le représentant de la Mauritanie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et je lui donne la parole.

80. M. KANE (Mauritanie) : L'année 1977 sera enregistrée sans aucun doute dans les annales de l'Afrique comme l'un des tournants les plus préoccupants et les plus décisifs de son histoire et comme l'année qui aura réservé à nos peuples des surprises particulièrement cruelles marquées par des pertes irréparables, des souffrances et des malheurs. Cette année sera aussi sans aucun doute une année où le monde entier aura vu monter à son paroxysme le calvaire imposé çà et là dans le continent africain à des populations dont la seule faute aura été d'avoir voulu vivre dans la liberté comme tous les autres peuples de notre planète.

81. Si l'existence, contraire à tous égards à la morale, au droit et à la justice, à laquelle les peuples africains étaient soumis pendant la période coloniale s'est petit à petit estompée dans certaines parties du continent grâce à l'avènement de l'indépendance dans quelques-uns de nos pays, le sort dans la partie australe de l'Afrique, constitue un témoignage qui ternit chaque jour davantage notre fierté et jette un discrédit cinglant sur l'ensemble des principes qui constituent le fondement même de notre organisation.

82. La réunion que le Conseil de sécurité tient aujourd'hui à l'effet d'examiner la situation explosive qui prévaut en Afrique du Sud a été précédée de plusieurs autres depuis l'existence de l'Organisation des Nations Unies. Si le Conseil n'a pas voulu, pendant plus d'un quart de siècle, prendre la décision ultime qui pourtant s'impose à lui en vertu des pouvoirs que lui confère la Charte, et en raison surtout des souhaits maintes fois exprimés par la quasi-totalité des Membres de l'Organisation, le régime sud-africain, en ce qui le concerne, encouragé par cet appui implicite, crée chaque jour des situations qui constituent un véritable défi à l'Organisation et une atteinte grave à la morale, à la justice et au droit.

83. Le Conseil est donc à nouveau saisi de cette situation qui n'a jamais cessé de préoccuper la communauté internationale et qui touche l'Afrique dans sa dignité et dans sa fierté, et il est particulièrement heureux qu'au moment où il se penche sur cette situation le sort ait voulu que ce soit un fils du tiers monde, le représentant de l'Inde, qui préside ses débats. Qu'il me soit donc permis de saisir cette occasion pour vous adresser, Monsieur le Président, mes félicitations les plus sincères. Connaissant déjà votre talent,

vos habiletés, mais aussi et surtout le tact et le sens de la justice avec lesquels vous avez toujours abordé les problèmes qui se posent à notre organisation, ma délégation est d'ores et déjà convaincue que, sous votre présidence, le Conseil enregistrera des succès éclatants, succès qui renforceront davantage le prestige du tiers monde et qui seront sans doute dans l'intérêt supérieur de nos peuples.

84. J'ai parlé il y a quelques instants des réunions multiples que le Conseil de sécurité a consacrées à la situation en Afrique australe. Ses dernières en date sont celles tenues du 21 au 31 mars à la suite des événements particulièrement explosifs qui se sont déroulés en Azanie et dans le monde entier a été témoin. La gravité de ces événements, après les massacres de Sharpeville et de Soweto, aurait dû conduire le Conseil à envisager des mesures fermes et sans équivoques pour contraindre le régime sud-africain à mettre un terme à sa politique de génocide.

85. Les pays non alignés avaient à l'époque soumis un certain nombre de projets de résolution contenant une série de propositions concrètes qui, si elles avaient été acceptées, auraient sans doute permis d'éviter les actes de violence sans précédent constatés ces derniers temps en Afrique du Sud et les massacres sans discernement auxquels le Gouvernement sud-africain s'est livré et se livre encore. Si ces mesures n'ont pas été prises par le Conseil, c'est en raison de certaines considérations, dont les plus importantes sont les suivantes : d'abord, parce que certains membres permanents du Conseil avaient manifesté leur désaccord et avaient estimé que la prudence devait être encore observée et que l'application des mesures demandées ne devrait être retenue que lorsque toutes chances de solution pacifique auraient été épuisées; ensuite, parce que ces mêmes pays avaient donné des promesses fermes aux pays non alignés quant à leur désir de mettre tout en œuvre pour amener l'Afrique du Sud à abonder dans le sens de la justice et du droit. Un certain nombre de déclarations avaient même été faites ici dans le but de dissiper le pessimisme, pourtant légitime, des pays non alignés et des mouvements de libération. La volonté de changement du Gouvernement sud-africain avait été alors défendue avec émotion et talent.

86. Des démarches ont été entreprises depuis cette réunion auprès du Gouvernement de Vorster par les cinq puissances occidentales. En dépit de notre pessimisme quant à l'issue heureuse de ces démarches, nous n'avons pas manqué de suivre avec un intérêt soutenu les négociations qui étaient en cours, convaincus que nous étions que les cinq puissances ne ménageraient aucun effort pour amener à la raison le régime sud-africain. Mais, une fois de plus, la montagne ne devait accoucher que d'une souris. En effet, contre toute entente, alors que les cinq puissances occidentales avaient créé toutes les conditions pour ouvrir une brèche d'espoir au Gouvernement sud-africain, ce dernier, faisant fi des règles les plus élémentaires de la courtoisie et de la décence, se livrait, au mois de mai déjà, à des actes de violence dont la cruauté et le cynisme remplirent d'indignation la communauté internationale tout entière.

87. Parmi les actes odieux commis au mois de mai, un au moins mérite d'être mis en relief. C'est celui de l'arrestation, le 27 mai, d'un Sud-Africain âgé de 59 ans, ancien

syndicaliste noir, arrêté en vertu de la loi sur la sécurité. Il a trouvé la mort dans une prison d'Etat à la suite des tortures qui lui avaient été infligées pendant sa détention. Le 6 juillet, un autre Sud-Africain devait lui aussi succomber aux coups reçus pendant la détention, et, le 25 septembre, 20 000 frères et soeurs sud-africains conduisaient à sa dernière demeure le camarade Steve Biko, froidement assassiné par le régime de Vorster. Le monde entier s'est interrogé et s'interroge encore sur les mobiles qui ont conduit la police sud-africaine à commettre ce crime inqualifiable. Steve Biko était certes un patriote; c'était aussi un visionnaire. Mais il avait su contenir son patriotisme et sa vision dans une philosophie politique toute faite de modération, de compassion, de pardon et de générosité.

88. Voilà donc le régime qui, depuis plus d'une génération, fait l'objet des réunions du Conseil de sécurité et qui, aujourd'hui encore, jette à la face du monde une philosophie inique, réprouvée et dénoncée par l'ensemble de la communauté internationale.

89. Depuis plus de 30 ans, l'Afrique du Sud, pour s'attirer certaines sympathies, a joué la carte de défenseur de ce qu'elle appelle la civilisation occidentale. Tout au long des sept mois qui ont suivi les réunions du Conseil tenues en mars, nous avons pu enregistrer l'évolution de la position des pays qui avaient estimé que le temps des sanctions obligatoires n'était pas encore arrivé. Peut-être ces pays — et nous n'avons aucune raison de douter de leur sincérité — considéraient-ils que les charges qui leur sont dévolues en vertu de la Charte exigeaient d'eux plus de modération et de prudence. Mais il convient aujourd'hui, et plus que jamais, de rappeler à ces pays que le temps passe et que là-bas, en Afrique du Sud, des femmes, des enfants et des vieillards sont massacrés chaque jour et que les prisons sud-africaines regorgent de détenus que ne sont libérés que morts. Nous leur disons aussi que 30 ans c'est la vie de toute une génération et que les enfants de Sharpeville, de Soweto, et le peuple azanien ne pardonneront jamais à l'ONU son silence, qui constitue une véritable complicité et un soutien effectif au régime de Vorster. Nous leur disons enfin qu'il est grand temps de joindre les actes à la parole et que si le peuple d'Azanie a entendu beaucoup de promesses il n'en continue pas moins de subir la dictature du régime sud-africain, faute d'une décision de l'Organisation et du Conseil de sécurité en particulier.

90. Aujourd'hui, la situation en Afrique du Sud a atteint le point de non-retour. Le régime de Vorster, pris dans ses mille et une contradictions, ne fera jamais amende honorable, et c'est pour cette raison que, partout à travers le monde, l'opinion exige de plus en plus une action concertée et efficace contre les tenants de l'*apartheid*. Cette évolution, qui a eu un impact certain sur la politique des gouvernements, est perceptible à travers les organes d'information, qui n'ont pas manqué de décrire, avec une fidélité tout à leur honneur, les drames qui, tout au long de cette année, ont frappé les peuples d'Afrique australe.

91. J'ai relevé à cet égard quelques extraits du journal *Le Monde* qui, dans son éditorial du 21 octobre dernier intitulé "La fuite en avant de M. Vorster", présentait les remarques suivantes :

"La vague de répression, d'une ampleur sans précédent depuis l'interdiction en 1960 du Congrès national afri-

cain, déclenchée le 19 octobre par les autorités de Pretoria est ressentie comme un double défi. A l'intérieur, le durcissement brutal du régime suscite colère et stupeur chez tous ceux qui voulaient encore croire à une évolution "réformiste" des dirigeants. A l'extérieur, l'escalade de l'autoritarisme enregistrée à Pretoria heurte de front les sentiments de la communauté internationale, déjà hostile à un régime qui, tout en se posant en "défenseur de la civilisation occidentale", fait si peu de cas des principes élémentaires de la démocratie.

"La réaction américaine, rapide et vive, apparaît lourde de menaces pour le Gouvernement sud-africain. En déplorant une action malheureuse qui "ne peut qu'affecter les relations entre Washington et Pretoria", le Département d'Etat, déjà irrité par l'immobilisme de Vorster, laisse entendre qu'il songe d'ores et déjà à exercer des représailles sur un allié décidément trop entêté. En choisissant la manière forte, le chef du Gouvernement de Pretoria rend plus improbable l'"ouverture d'un processus" pouvant conduire à une "transformation progressive de la société sud-africaine" qu'appelle de ses vœux l'administration Carter.

"...

"En choisissant la fuite en avant, M. Vorster risque tout simplement de contraindre Washington et ses alliés occidentaux" — et je dis bien "ses alliés occidentaux" — "à recourir plus rapidement que prévu aux pressions économiques auxquelles ils répugnent, puisque c'est la seule méthode pour faire fléchir un régime de plus en plus isolé et dont les derniers partisans se recrutent surtout parmi les dictatures militaires..."

92. C'est là un aveu qui illustre bien les changements, du moins en paroles, constatés depuis le début de l'année, changements qui, s'ils sont suivis d'actes concrets, non seulement rehausseront le prestige du Conseil de sécurité mais aussi renforceront le respect et l'estime que se vouent les divers Etats qui constituent notre organisation. Ce changement ne peut cependant se concrétiser que par l'adoption et la mise en oeuvre des projets de résolution déposés devant le Conseil par les pays non alignés. L'embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud et, surtout, les sanctions économiques sont, sans aucun doute, les conditions *sine qua non* de la réussite de toute action que le Conseil voudra mener contre le régime odieux de l'Afrique du Sud. Mais si, par malheur, une fois de plus, l'espoir que le peuple d'Azanie place dans le Conseil est déçu, nous devons alors nous attendre à des lendemains sombres pour l'Afrique australe et, au-delà, à une menace sérieuse pour la paix et la sécurité internationales.

93. Je suis convaincu que le Conseil aura cette fois la sagesse de tirer les leçons du passé et d'abonder enfin dans le sens de la justice et de l'équité. Le peuple azanien est sûr, en ce qui le concerne, de l'inéluctabilité de sa victoire car la soumission, la domination et l'exploitation ne peuvent en aucune façon être le destin final des peuples.

94. Le PRESIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'orateur suivant est le représentant du Ghana. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration..

95. M. BOATEN (Ghana) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, permettez-moi de vous dire combien mon gouvernement et ma délégation vous remercient de nous avoir donné la possibilité de parler aujourd'hui au Conseil de sécurité sur la question de l'Afrique du Sud. Il est significatif que le débat du Conseil sur la situation actuelle en Afrique du Sud se déroule sous votre présidence, car vos qualités diplomatiques propres, conjointement avec la position bien connue et dénuée de toute compromission de votre pays contre la théorie et la pratique de l'*apartheid*, vous qualifient au plus haut point pour diriger les affaires du Conseil.

96. La lutte contre l'*apartheid* n'est pas nouvelle pour la communauté internationale et un nombre non négligeable de membres de cette communauté se sont déjà habitués aux abus du régime de Vorster, voyant là une caractéristique typique de ce gouvernement fasciste qui maintient la majorité noire dans la terreur et l'asservissement. Mais les événements choquants qui ont eu lieu la semaine dernière en Afrique du Sud affectent si essentiellement les droits de l'homme, de quelque point de vue qu'on se place, et sont une telle négation de certains principes de la Charte que mon gouvernement a jugé devoir ajouter sa voix à celles qui ont condamné sans équivoque les actes inhumains du Gouvernement sud-africain.

97. Comme le Conseil s'en souviendra, le Ghana, dès 1957, année de sa naissance, s'est opposé totalement à l'*apartheid*. Depuis que nous sommes Membres de l'Organisation des Nations Unies, nous avons participé activement à la lutte contre l'*apartheid* et ceux qui le pratiquent. Notre opposition à ce système de discrimination raciale est si fondamentale, si inhérente à notre expérience historique et philosophique, que notre volonté de nous battre pour son élimination est l'un des points cardinaux de notre politique étrangère. Par conséquent, nous serions infidèles à nous-mêmes et au monde qui nous entoure si nous ne saisissons cette occasion pour contribuer au commun effort contre l'*apartheid*.

98. Notre méfiance à l'égard de Vorster est si absolue que nous nous sommes souvent demandé comment d'autres avaient pu continuer d'hésiter à donner à l'Organisation des Nations Unies l'appui qui lui permettrait de faire face efficacement au régime sud-africain. Nous avons participé à plusieurs reprises aux discussions qui ont eu lieu à ce sujet au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale, qui ont tous deux lancé des appels à l'Afrique du Sud pour qu'elle cesse de commettre ses crimes contre la majorité noire. Comme nous le savons tous, ces appels n'ont eu aucun effet significatif sur la mentalité ou la politique des dirigeants sud-africains. Aussi les excès du régime raciste contre la majorité noire se sont-ils graduellement multipliés. De Sharpeville à Soweto, nous avons vu défiler le catalogue effroyable de toutes les atrocités commises contre une majorité sans défense simplement parce qu'elle exige de pouvoir exercer ses droits inaliénables.

99. Bien que nous n'ayons jamais cru que le régime sud-africain avait la moindre intention ou le moindre désir de respecter les nobles principes de la Charte, nous avons été assez tolérants pour donner aux Etats Membres qui plaçaient leurs espoirs en Vorster et son gouvernement une

chance de faire changer la situation en Afrique du Sud, comme ils pensaient pouvoir le faire. Mais la récente interdiction des organisations nationalistes noires dans le pays, la fermeture de journaux nationalistes et l'emprisonnement de Noirs et d'autres personnes ont prouvé, sans que puisse subsister le moindre doute, que les espoirs exprimés par certains membres du Conseil au cours de débats antérieurs étaient absolument sans fondement. La communauté internationale a donc l'impérieux devoir d'arrêter la sérieuse dégradation de la situation politique et sociale dans ce pays.

100. A ce stade, il serait vain de rappeler les nombreuses résolutions sur l'*apartheid* adoptées par le Conseil. De même, ce serait faire perdre un temps précieux aux représentants que d'énumérer encore une fois tous les maux de l'*apartheid*, car nous ne croyons pas qu'il soit un seul membre du Conseil qui souhaite aujourd'hui défendre ce système pernicieux ou les récentes mesures prises dans ce cadre. Il nous faut donc une évaluation critique des actes commis par le régime sud-africain à ce jour; il nous faut aussi rassembler notre volonté politique collective pour porter un coup décisif à ce régime, qui a montré, en paroles et actes, qu'il était résolument décidé à mener le monde au bord du conflit et du chaos. C'est en raison de la grave crise qui menace actuellement le continent africain — je dirai même la communauté internationale — que nous devons agir avec résolution et sincérité non seulement pour protéger la majorité des hommes et des femmes d'Afrique du Sud mais aussi pour empêcher que la paix et la sécurité de notre communauté internationale soient indûment troublées.

101. De l'avis du Gouvernement ghanéen, si tragiques qu'aient été les événements de la semaine dernière, la situation internationale semble bien se prêter maintenant aux mesures que notre conscience politique et morale réclame depuis toujours. Si nous laissons cette occasion passer, la postérité nous condamnera à tout jamais pour notre pusillanimité face au destin de millions de nos frères et soeurs d'Afrique du Sud. Nous croyons en outre que le moment est venu de faire un examen de conscience collectif afin de savoir s'il est sage de brader l'avenir politique des Sud-Africains pour des avantages économiques douteux qui feraient de nous les complices des violations flagrantes des droits et des aspirations de millions de Sud-Africains dont le seul espoir repose sur notre organisation.

102. A cet égard, le Gouvernement ghanéen tient à relever avec reconnaissance les paroles encourageantes du président Carter et d'autres éminents dirigeants du monde qui, sans équivoque, ont dit que les actes récents de Vorster étaient inadmissibles et ont reconnu que la situation actuelle exigeait des mesures plus dures contre les responsables de cette campagne massive dans laquelle les droits des Azaniens sont bafoués.

103. Quelles mesures envisageons-nous donc pour exprimer notre condamnation des actes perpétrés par le régime sud-africain ? Ma délégation recommande, à cet égard, que le Conseil prenne de toute urgence, entre autres, les mesures suivantes dans le cadre du Chapitre VII de la Charte : premièrement, un embargo obligatoire sur toutes les ventes d'armes, y compris les pièces détachées et le matériel, à

destination de l'Afrique du Sud; deuxièmement, la suspension de tous liens économiques et culturels avec l'Afrique du Sud, et notamment le recrutement de main-d'oeuvre d'immigrants pour ce pays; troisièmement, une application effective de l'embargo sur le pétrole; quatrièmement, la suspension de toute aide au programme nucléaire de l'Afrique du Sud.

104. Le Gouvernement ghanéen a jugé bon de recommander ces mesures en vertu du Chapitre VII de la Charte parce qu'il estime que les actes commis tout récemment par le régime de Vorster sont une menace à la paix et à la sécurité internationales. Il est certain que ce régime s'enhardit à agir comme nous l'avons tous constaté la semaine dernière en raison de sa force militaire et nucléaire sans cesse croissante, dont se sont vantés plusieurs dirigeants sud-africains ces derniers mois. Nous redoutons donc les conséquences de la politique de l'Afrique du Sud si cette république devait joindre le club nucléaire, comme tout porte à le croire, à moins que sa politique nucléaire ne soit considérablement ralentie.

105. En faisant ces recommandations, le Gouvernement ghanéen n'oublie pas les efforts des cinq puissances occidentales qui cherchent à apporter des changements dans la situation politique de l'ensemble de l'Afrique australe. Mais nous sommes convaincus qu'à moins de faire sentir à Vorster tout le poids de l'autorité de notre organisation on ne saurait espérer aucun changement positif dans l'ensemble de la région. Que nos efforts portent sur la situation en Namibie, au Zimbabwe ou en Azanie même, nous ne devons jamais oublier que Vorster est la clef de toute formule de solution. Je suis certain que les membres occidentaux du Conseil le confirmeront. Nous devons donc être prêts à nous attaquer à Vorster et à son régime fasciste si nous voulons vraiment des changements constructifs dans l'ensemble de l'Afrique australe.

106. Enfin, ma délégation voudrait rappeler au Conseil qu'en vertu de l'Article 24 de la Charte il est chargé d'assurer l'action rapide et efficace de l'Organisation en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales et qu'il ne peut faire abstraction de cette responsabilité sacrée au nom d'avantages économiques étroits et de prétendus traités. Les droits de l'homme sont uns et indivisibles dans le monde entier, et ils doivent être défendus en particulier dans le cas de la population exploitée et politiquement affamée d'Azanie. Dans l'exercice de cette mission sacrée, les puissances occidentales trouvent la pierre de touche de leur civilisation. Par pierre de touche, j'entends la question de savoir s'il faut les juger par leurs valeurs éclairées ou par leur tolérance *ad nauseam* d'une doctrine pernicieuse de supériorité raciale résolument rejetée il y a seulement 32 ans à l'issue d'une guerre sans précédent.

107. Le choix est clair; le moment se prête aux décisions, et des millions d'êtres humains attendent avec espoir que le Conseil exerce son pouvoir. Nous ne pouvons nous permettre de les décevoir encore une fois. Pour notre part, nous réitérons au Conseil, aux Membres de l'Organisation des Nations Unies et, en fait, au monde entier l'assurance que le Gouvernement ghanéen apportera tout son concours aux sanctions obligatoires et à toutes mesures appropriées qui pourraient être prises contre l'Afrique du Sud en vertu du

Chapitre VII de la Charte, afin d'honorer son engagement non seulement à l'égard du peuple azanien, mais aussi à l'égard des idéaux de notre Charte sacrée.

108. M. RICHARD (Royaume-Uni) [*interprétation de l'anglais*] : C'est la deuxième fois cette année que nous nous réunissons pour examiner la situation en Afrique du Sud. Cette fois-ci, nous nous réunissons à l'ombre de la mort de M. Biko. Ce n'est pas le premier détenu sud-africain noir qui meure en prison, mais c'était l'un des plus prééminents de cette nouvelle génération de Sud-Africains qui réclament un démantèlement rapide de l'*apartheid* et qui sont prêts à souffrir pour leur idéal. La presse nous explique que M. Biko est peut-être mort d'une lésion au cerveau et d'hémorragies internes. Nous attendons les résultats de l'autopsie et de l'enquête officielle entamée hier, et nous comptons bien qu'ils nous révéleront, sans doute possible, la cause exacte de la mort de M. Biko. Il ne suffira pas non plus au Gouvernement sud-africain de constater l'intérêt que le monde porte à cette affaire comme une ingérence flagrante dans ses affaires intérieures. Il ne doit pas s'étonner que la communauté internationale réclame des assurances publiques sur ce point alors que quelque 20 prisonniers seraient, dit-on, morts "accidentellement" en prison depuis 18 mois.

109. Nous nous réunissons aussi à l'ombre des interdictions récentes contre des citoyens sud-africains et des organisations sud-africaines ainsi que de la fermeture de journaux sud-africains. L'attitude de mon gouvernement à l'égard de ces événements est fort simple. Le Gouvernement sud-africain nous demande de croire qu'il est un ferme défenseur de la civilisation occidentale. Je rejette totalement cette idée, surtout si les valeurs que préconise la civilisation occidentale sont défendues par le genre d'actes qui ont été perpétrés la semaine dernière, des actes qui ne font au contraire que saper ces valeurs. Mais, à supposer que nous acceptions cet argument, l'Afrique du Sud ne doit pas alors s'étonner d'être jugée en vertu des critères occidentaux. Or, en vertu de ces critères, l'Afrique du Sud a démerité. Nous avons condamné le déni de la liberté de parole et de la liberté personnelle ailleurs dans le monde. Nous le condamnons aussi en Afrique du Sud. Le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de mon pays, M. Owen, a déclaré la semaine dernière que le bâillonnement de ceux qui parlent au nom de la majorité de l'Afrique du Sud ne peut que marquer un tragique recul et rendre plus difficile la tâche de ceux qui, comme lui, préconisent l'évolution pacifique de la société sud-africaine.

110. Ce qui doit tous nous alarmer en tout cas, quelles que soient nos politiques gouvernementales, c'est la polarisation grandissante de l'opinion en Afrique du Sud. Le Gouvernement sud-africain se retranche derrière les barricades. Ce faisant, il se coupe délibérément — presque capricieusement — de la majorité de sa propre population. L'extrémisme va croissant de part et d'autre et les défenseurs du juste milieu, qui préconisent au moins le commencement du démantèlement des barrières actuelles, ne parviennent plus à se faire entendre.

111. Notre objectif est, je l'espère, bien connu : nous souhaitons, en Afrique du Sud, une société où tous les habitants, indépendamment de leur race, de leur couleur ou de leurs

croyances, pourront participer librement au fonctionnement des institutions dans une société véritablement non raciale. Nous souhaitons une transformation pacifique et démocratique au lieu d'une désintégration débouchant sur la violence. Je crois que le conflit peut encore être évité, mais seulement si le Gouvernement sud-africain commence à changer de politique. Nous sommes prêts à user de notre influence politique et économique auprès de l'Afrique du Sud pour l'encourager à changer, mais nous ne voulons pas nous en servir uniquement à titre punitif. A chaque occasion, notre réaction sera mûrement réfléchie. Depuis de longues années, nous avons volontairement observé un embargo sur les armes contre ce pays. Nous n'entretenons pas de coopération nucléaire. Il y a trois ans, nous avons demandé aux sociétés britanniques qui possèdent des filiales en Afrique du Sud d'observer un code de conduite commerciale. La Communauté économique européenne a publié le sien, dont l'un des objectifs essentiels est d'encourager l'essor du syndicalisme libre et sans discrimination ainsi que l'égalité de traitement des employés, quelle que soit leur race.

112. Nous avons donc bien pesé nos responsabilités à la lumière des derniers événements. Nous en avons tiré la conclusion que l'acquisition d'armes et de matériel militaire par l'Afrique du Sud, dans la situation actuelle constituait effectivement une menace au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le Royaume-Uni acceptera donc un embargo obligatoire sur les armes en vertu du Chapitre VII de la Charte et votera en ce sens. Nous espérons que les Etats qui ne sont pas membres de l'Organisation prendront des mesures analogues dans l'immédiat.

113. Le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de mon pays disait, au mois de mai dernier, qu' "atténuer notre condamnation de l'*apartheid* ou y renoncer ne ferait que saper notre crédibilité et entraver nos efforts en vue d'une transition pacifique et démocratique vers l'indépendance ailleurs en Afrique australe". Mais il serait naïf de croire que nous pouvons mener des négociations complexes sur ces questions dans une situation où l'Afrique du Sud aurait décidé de s'isoler complètement de la communauté internationale. Nous devons considérer la situation dans toute l'Afrique australe et réfléchir à la meilleure manière de progresser pour atteindre nos objectifs.

114. Un grand nombre de Membres de l'Organisation diront peut-être — certains l'ont déjà fait d'ailleurs — que l'Afrique du Sud doit être complètement boycottée. Mais le problème qui se pose à nous tous est qu'une partie non

négligeable des Blancs d'Afrique du Sud appellent, je dirai même souhaitent, ce boycottage. Pour des raisons historiques que vous connaissez tous fort bien, mon pays connaît mieux que quiconque l'attitude de la population blanche sud-africaine. Nous ne voulons pas que les Sud-Africains blancs se retranchent eux-mêmes dans une forteresse mentale dont ils ne pourraient plus sortir. L'isolement engendre l'isolement et un mépris inconsidéré pour l'opinion des autres. Nous persistons à croire que nous devons rester prêts à parler au Gouvernement sud-africain et à tous les Sud-Africains et à les écouter. C'est la seule manière dont nous pouvons espérer faire comprendre à la communauté blanche la nécessité impérieuse de changements rapides et de grande envergure.

115. Le moins que le Gouvernement sud-africain puisse faire maintenant, c'est de rapporter les interdictions et les arrestations récentes. Mais il doit aller plus loin. Il doit commencer par prendre des mesures sérieuses pour démanteler l'*apartheid*. Les changements superficiels ne suffisent pas, et le Royaume-Uni ne les acceptera pas en tant que changements suffisants. Les Sud-Africains blancs nous reprochent parfois de fermer les yeux sur la violence ou même de l'encourager en Afrique australe. En réalité, nous nous opposons à toutes les formes de violence. Mais que les Sud-Africains blancs ne s'étonnent pas que l'humiliation engendrée par le racisme institutionnalisé — car c'est de cela qu'il s'agit — pousse les gens à accroître le nombre des actions désespérées. Ceux d'entre nous qui croient aux contacts et à une réaction progressive à la situation en Afrique du Sud, par opposition à l'isolement et à la vengeance, doivent assumer une responsabilité essentielle dans la recherche des changements qui seuls pourront éviter une terrible tragédie en Afrique australe. Cette responsabilité, le Royaume-Uni ne l'éludera pas, et il est prêt à jouer son rôle. Notre réponse, telle que je l'ai exprimée dans cette déclaration, à la situation actuelle montre, de même que le genre de résolution que nous souhaitons voir adopter par le Conseil, qu'effectivement nous acceptons cette responsabilité.

116. Le PRESIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Le bon exemple donné par le représentant du Royaume-Uni en faisant une déclaration ce matin sera suivi, je l'espère, par les autres membres du Conseil cet après-midi. Je veux parler en particulier des représentants du Canada, de la France, de la République fédérale d'Allemagne, des Etats-Unis et de l'Inde.

La séance est levée à 13 heures.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة
يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها
أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
